

Au Journal officiel du 4 au 10 mai 2019

13/05/2019

Au Journal officiel du 4 au 10 mai 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 4 mai 2019 :

- Décret n° 2019-402 du 3 mai 2019 portant **diverses mesures relatives à la communication électronique en matière civile et à la notification des actes à l'étranger** . – *Modification du Code de procédure civile* ;
- Arrêté du 24 avril 2019 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2013 relatif au **régime prudentiel des sociétés de financement** . – *Modification de l'arrêté du 23 décembre 2013 et de l'arrêté du 20 mai 2015.*

Au JO du 5 mai 2019 :

- Décret n° 2019-410 du 3 mai 2019 portant **application de l'article L. 162-16-5-3 du Code de la sécurité sociale en matière de prise en charge d'une spécialité au titre des articles L. 162-16-5-1-1 et L. 162-16-5-2 du Code de la sécurité sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale.*

Au JO du 7 mai 2019 :

- Décret n° 2019-412 du 6 mai 2019 modifiant le décret n° 2018-383 du 23 mai 2018 autorisant les **traitements de données à caractère personnel relatifs au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement** . – *Modification du décret n° 2018-383 du 23 mai 2018* . – *Voir également CNIL, délibération n° 2018-354 du 13 décembre 2018.*

Au JO du 8 mai 2019 :

- Ordonnance n° 2019-414 du 7 mai 2019 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative à la **lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer** . – *Modification de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994* ;
- Ordonnance n° 2019-418 du 7 mai 2019 relative à la **vente de logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré à des personnes physiques avec application différée du statut de la copropriété** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation.* – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 4)* ;
- Décret n° 2019-415 du 7 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative à **l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer pour la lutte contre certaines infractions relevant de conventions internationales** . – *Modification du Code de la défense.* – *Abrogation du décret n° 97-545 du 28 mai 1997, du décret n° 2007-536 du 10 avril 2007 et du décret n° 2011-1213 du 29 septembre 2011* ;
- Décret n° 2019-416 du 6 mai 2019 portant modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à **la sauvegarde de la vie en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et la certification sociale des navires** . – *Modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984.* – *Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2019 (cf. art. 3)* ;
- Décret n° 2019-417 du 6 mai 2019 relatif à **la procédure de plainte ou de réclamation des gens de mer travaillant à bord des navires battant pavillon français.** – *Modification du Code des transports* . – *Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2019.*

Au JO du 10 mai 2019 :

- Décret n° 2019-423 du 9 mai 2019 **modifiant les conditions d'octroi par l'État et ses établissements publics de la décote sur le prix des terrains de leur domaine privé et complétant le contenu des rapports d'activité des organismes de foncier solidaires** . – *Modification du Code général de la propriété des personnes publique et du Code de l'urbanisme* ;
- Décret n° 2019-424 du 9 mai 2019 **fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de priorité par les organismes mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme** . – *Modification du Code de l'urbanisme* ;
- Arrêté du 18 avril 2019 **modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules** . – *Modification de l'arrêté du 9 février 2009* ;
- Arrêté du 29 avril 2019 **modifiant l'arrêté du 2 mai 2011 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « fichiers des résidents des zones de sécurité » créés à l'occasion d'un événement majeur** . – *Modification de l'arrêté du 2 mai 2011* . – *Voir également CNIL, délibération n° 2019-049 du 11 avril 2019* ;

La Rédaction législation

© LexisNexis SA